



ENJEUX

Île-de-France

L'économie francilienne en bref

L'industrie chimique francilienne : entre innovation et développement durable

L'industrie chimique francilienne se situe incontestablement au cœur des enjeux stratégiques régionaux, que ce soit à travers la chimie organique, la chimie des matériaux ou la biochimie... Souvent mésestimé, voire décrié, le secteur participe pourtant pleinement au développement économique et à l'essor de l'Île-de-France.

Dans un contexte de baisse des effectifs dans l'industrie, la chimie parvient à tirer son épingle du jeu et compte parmi les secteurs les plus dynamiques à l'échelle de la région capitale. Innovantes et créatives, les entreprises franciliennes de la chimie investissent massivement en recherche et développement. Conscientes des enjeux de développement durable, elles sont à la pointe des technologies visant à réduire l'empreinte environnementale de leur activité.

UN SECTEUR QUI POURSUIT SON ESSOR EN ÎLE-DE-FRANCE

En 2015, l'industrie chimique compte plus de 4 000 établissements en Île-de-France. 46 % d'entre eux sont implantés à Paris intra-muros et 15 % dans le département des Hauts-de-Seine, soit respectivement environ 1 900 et 600 établissements. Le département du Val-de-Marne ne compte, pour sa part, que 230 établissements. En 2015, on dénombre au plan national 13 500 établissements répertoriés dans le secteur de la chimie, dont 30 % implantés en Île-de-France.

Dans la région capitale, le secteur se compose majoritairement d'établissements de commerce de gros de produits chimiques et de parfumerie/beauté qui, à eux seuls, représentent plus de 57 % de l'ensemble des établissements.

Entre 2009 et 2015, le nombre d'établissements a progressé de plus de 10 % en Île-de-France. Cette hausse est surtout concentrée dans la capitale qui, à elle seule, a vu le nombre d'établissements croître de 20 %. Quasiment tous les départements suivent la même dynamique ; seuls les Hauts-de-Seine (- 3 %) et l'Essonne (- 5 %) ont connu une contraction du nombre d'établissements sur la période d'étudiée.

A l'échelle de la France, la tendance est identique mais moins prononcée (+ 7 % entre 2009 et 2015). Le poids de la branche est donc en progression ; en effet, les établis-

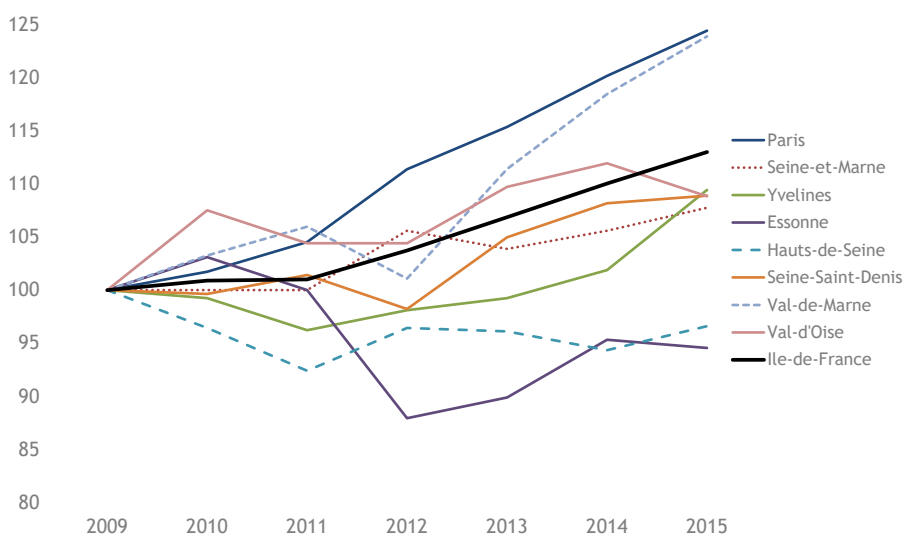
sements de l'industrie chimique basés en Île-de-France représentent dorénavant 30 % du total (29 % en 2009).

LE CHIFFRE D'AFFAIRES DE L'INDUSTRIE CHIMIQUE EN CONSTANTE PROGRESSION

Le chiffre d'affaires net de l'industrie chimique francilienne est majoritairement réalisé par les entreprises de trois secteurs d'activités : la chimie organique, le commerce de gros de parfumerie/beauté et le secteur des savons, parfums et produits d'entretien. Ces trois secteurs d'activité totalisent environ 60 % du chiffre d'affaires de l'industrie chimique en Île-de-France, soit plus de 30 Mds d'euros. La chimie organique, qui pèse pour seulement 2 % des établissements et 3 % des emplois en Île-de-France, totalise presque 30 % du chiffre d'affaires du secteur à l'échelle régionale. Entre 2009 et 2015, le chiffre d'affaires des entreprises de la chimie a progressé d'environ 20 % en Île-de-France.

Les entreprises du département des Hauts-de-Seine et de Paris concentrent respectivement la moitié et un quart du chiffre d'affaires réalisé à l'échelle régionale. Le département des Hauts-de-Seine se caractérise notamment par la présence d'entreprises à forte valeur ajoutée et de nombreux sièges sociaux, qui explique cette concentration du chiffre d'affaires.

FIGURE 1 - EVOLUTION DU NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS DE L'INDUSTRIE CHIMIQUE EN ÎLE-DE-FRANCE - BASE 100 EN 2009



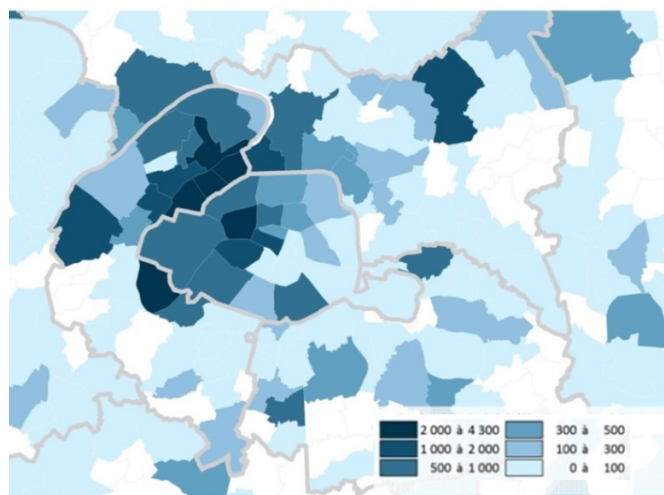
Source : INSEE SIRENE 2015

DES EMPLOIS SALARIÉS EN BAISSÉ, MAIS TOUJOURS EN NOMBRE IMPORTANT

En 2015, la chimie en Île-de-France compte plus de 52 000 emplois salariés. La majorité de ces emplois sont concentrés dans les Hauts-de-Seine et dans la capitale, qui représentent à eux deux près de 53 % du total. L'Essonne et le Val-de-Marne sont les départements les moins bien pourvus à l'échelle de la région. Au niveau national, la filière emploie environ 215 000 salariés ; près de 25 % des emplois sont donc basés en Île-de-France.

Au sein même de la chimie francilienne, les établissements employant le plus grand nombre de salariés ont une activité de commerce de gros de produits chimiques et de parfums/beauté (17 500 emplois salariés) et de fabrication de parfums et de produits pour la toilette (15 000 emplois salariés). A ces emplois s'ajoutent ceux de sièges sociaux de grands groupes de la filière, fortement implantés en Île-de-France : en 2015, ces établissements représentent près de 6 000 emplois.

Figure 2 - Nombre d'emplois salariés de la filière chimie par commune



Source : ACOSS 2013

Entre 2009 et 2015, l'emploi salarié francilien dans l'industrie chimique a baissé de 7 % environ. Presque tous les départements ont vu le nombre d'emplois diminuer sur cette période, surtout le Val-de-Marne (- 20 %) et la Seine-et-Marne (- 16 %). Seules l'Essonne et la Seine-Saint-Denis maintiennent une dynamique positive. A l'échelle de la France, la tendance baissière est identique mais moins prononcée : les emplois ont diminué de 4 % entre 2009 et 2015, soit tout de même près de 9 000 emplois perdus.

L'INDUSTRIE CHIMIQUE FRANCILIENNE À LA POINTE DE L'INNOVATION

Très engagées dans leur développement, plus des deux tiers des entreprises de la chimie ont entrepris des actions en termes d'innovation et de R&D. C'est le cas notamment de la société RMOpportunities qui propose ses services via une plateforme web innovante. Comme l'explique son président et co-fondateur Grégoire WILLMANN, il s'agit de « mettre en relation de manière automatique les entreprises de la chimie qui souhaiteraient valoriser leurs stocks dormants ». Plus précisément, l'objectif de RMOpportunities est de permettre aux entreprises qui disposent de stocks non utilisés (chimie fine, chimie lourde, produits de base...) de les céder à d'autres entreprises qui en auraient besoin, après inscription sur la plateforme dédiée. Ce système, moderne et innovant, « s'adresse à toutes les entreprises de la chimie, sans aucune distinction » conclut son président.

Dans leur grande majorité, les entreprises protègent leurs innovations via des brevets ou des certificats d'utilité. Et le financement de ces innovations est réalisé principalement par l'intermédiaire de leurs fonds propres (à plus de 68 %) et par des recours au Crédit d'Impôt Recherche (environ 25 %).

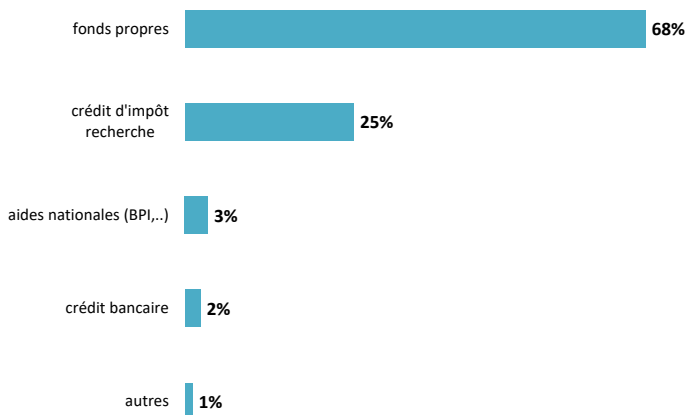
Certaines entreprises consacrent des sommes importantes à la protection de leurs innovations. La société NACTIS FLAVOURS, par exemple, est une PME qui affecte 7 % de ses dépenses à la R&D. Son président, Hervé LECESNE, ajoute

même qu'un « nouveau centre de R&D est en construction avec une inauguration prévue en septembre, ayant pour objectif le renforcement de la stratégie d'innovation de l'entreprise ». L'activité de l'entreprise consiste à développer des arômes et parfums pour des clients industriels. L'innovation réside dans l'obtention de ces arômes et parfums, que ce soit par des procédés de biotechnologie ou par la pyrolyse du bois. Les clients sont aussi bien de grands fabricants de parfum que des industriels de l'agroalimentaire.

Pour les entreprises de taille plus importante, telles BASF, l'innovation a également une place majeure dans l'entreprise. Marie-Danielle VAZQUEZ-DUCHENE, chef de projets innovations et relations scientifiques pour la France, précise que « sur 113 000 salariés de par le monde, plus de 10 000 ont une activité en R&D ». Plus de 3 000 projets sont traités par an, représentant environ 1,9 milliard d'euros. Ils sont le résultat de partenariats à forte valeur ajoutée avec des instituts, des universités, des start-up afin de perfectionner les produits, les services et les solutions. Parce que l'innovation va bien au-delà du développement de nouveaux produits, BASF a mis en place en 2015 la plateforme BASF Creator Space™, espace de co-création et d'échanges ouvert à tous. Cette plateforme permet de faire émerger des idées originales afin de répondre aux défis sociétaux, ainsi qu'aux besoins de la société et des clients.

FIGURE 3 : PRINCIPAUX MOYENS DE FINANCEMENT DES INNOVATIONS

Base : entreprises ayant engagé des actions en termes d'innovation



source : enquête CROCIS - UIC IdF 2015

**DÉVELOPPEMENT DURABLE ET
EMPREINTE ENVIRONNEMENTALE :
L'INDUSTRIE CHIMIQUE CONSCIENTE
DES ENJEUX**

L'industrie chimique francilienne est à la pointe de la thématique environnementale et travaille notamment sur des processus de moins en moins polluants. Par exemple, la société PEGASTECH propose et développe des procédés pour l'industrie du traitement de surfaces, et plus particulièrement pour l'industrie de la métallisation des plastiques (revêtement métallique sur des produits plastiques). Soumises à des réglementations de plus en plus contraignantes, les entreprises doivent adapter leur production. Le chrome hexavalent, extrêmement dangereux à manipuler pour les salariés et très délicat à transporter, est surtout utilisé dans cette industrie. Le procédé développé par PEGASTECH permet de proposer des gammes chimiques sans chrome hexavalent pour la

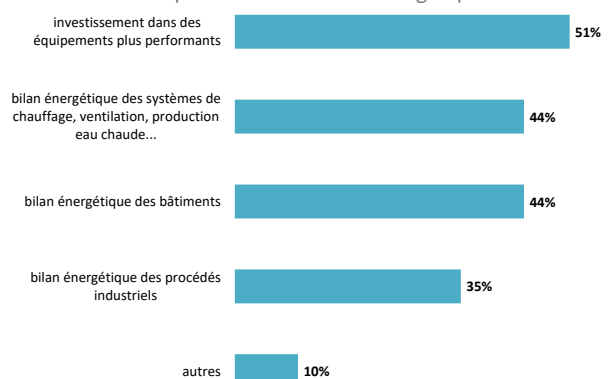
métallisation des plastiques. Le président, Sébastien ROUSSEL, précise que ce procédé est le fruit « d'un développement et d'une conception internes à l'entreprise, puis il a été breveté ; il est surtout le résultat de gros investissements en R&D ».

Près des 72 % des entreprises de la chimie ont déjà mis en place une démarche et/ou un système de management spécifique en lien avec le développement durable ; il s'agit principalement de mesures de type ISO. Il est également intéressant de constater que, parmi les 28 % des entreprises qui n'ont pas mis en place ce type de démarche, elles sont 40 % à l'envisager. Par ailleurs, 54 % des entreprises de la chimie ont entrepris des actions pour réduire leur facture énergétique, principalement en investissant dans des équipements plus performants, mais aussi en réalisant des bilans énergétiques des bâtiments et des systèmes de chauffage et ventilation. Parmi les 46 % des entreprises qui n'ont pas mis en place d'actions spécifiques, elles sont tout de même près d'un tiers à souhaiter mettre en place une telle démarche.

Conscientes de l'empreinte environnementale de leur production, 34 % des entreprises de la chimie proposent des solutions pour contribuer à sa réduction. Elles agissent en premier lieu sur la gestion des déchets, le recyclage des emballages, la diminution de consommation des matières premières et aussi sur la mise en place d'économies circulaires au sein de l'entreprise. Elles travaillent également sur l'élimination des déchets particulièrement polluants. A titre d'illustration, la société INNOVEOX, sur la base d'une technologie développée par le CNRS, utilise pour son activité le procédé d'oxydation hydrothermale supercritique. Plus précisément, le déchet liquide est porté à une température supérieure à 374 degrés Celsius et soumis à une pression supérieure à 221 bars, créant un fluide supercritique semblable à une brume dans lequel les matières organiques (eaux usées, pesticides, huiles et solvants usagés,...) s'oxydent au contact de l'oxygène liquide. Jean-Christophe LEPINE, président directeur général d'INNOVEOX, précise qu'il s'agit du « nettoyeur le plus puissant au monde ». Au-delà de la destruction totale des polluants, le procédé permet la récupération de l'eau, des métaux et produit une énergie positive. Par exemple, 1 tonne de déchets liquides équivaut à 1m³ d'eau propre et 1 MWh d'énergie positive. Jean-Christophe LEPINE confirme qu'il s'agit d'un « processus

FIGURE 4 : PRINCIPALES ACTIONS ENGAGÉES POUR RÉDUIRE LA FACTURE ÉNERGÉTIQUE

Base : entreprises ayant engagé des actions pour réduire la facture énergétique



source : enquête CROCIS - UIC IdF 2015

remarquable d'économie circulaire ». Sur ce sujet, un chef d'entreprise sur deux de la chimie sait ce qu'est concrètement l'économie circulaire (production de biens et ressources en limitant la consommation et le gaspillage des matières premières et des ressources d'énergie non renouvelables, en transformant les déchets en matières premières secondaires, en réfléchissant à l'éco-conception des produits et en prévoyant leur réutilisation possible); parmi eux, 61% la pratique au sein de leur entreprise. La principale interprétation de ce phénomène passe par le recyclage et/ou l'éco-conception.

De plus, une entreprise de l'industrie chimique francilienne sur deux a mis en place une démarche de RSE (responsabilité sociétale des entreprises), concept désignant la prise en compte des préoccupations liées au développement durable dans l'activité. C'est le cas par exemple de la société ARKEMA qui a défini cinq axes prioritaires dans le cadre de son engagement RSE : la sécurité, l'innovation, le social, le sociétal et le développement durable. Sur ce dernier point, l'entreprise a pour objectif de réduire l'empreinte environnementale de ses produits, en travaillant étroitement avec ses clients, mais également l'empreinte environnementale de ses usines. Heike FAULHAMMER, directrice du développement durable, précise même que, « sur le plan environnemental, l'entreprise a encore allégé son empreinte carbone, en réduisant les émissions de gaz à effet de serre de 64% et de composés organiques volatils de 43% depuis 10 ans ».

L'INDUSTRIE CHIMIQUE FRANCIENNE Tournée VERS L'EXPORT

Plus des trois quarts des entreprises de la chimie francilienne exportent d'ores et déjà leurs produits

ou services ; d'abord en Europe, qui constitue le premier

marché pour l'export, puis en Afrique. Environ 80 % des entreprises de la chimie envisageraient (ou continueraient) d'exporter d'ici deux ans, toujours en priorité vers les continents européen et africain.

Plus de la moitié des entreprises de la chimie ont déjà un ou plusieurs établissements à l'étranger, ce qui prouve leur développement avancé à l'international comparativement à d'autres secteurs d'activité. Parmi celles qui n'en ont pas, 20 % envisagent d'implanter une partie de leur activité sur de nouveaux marchés à l'international d'ici deux ans. L'Europe, l'Asie et l'Afrique sont les trois continents les plus cités comme cibles potentielles.

LES ENTREPRISES DE LA CHIMIE RECRUTENT POUR ASSURER LEUR DÉVELOPPEMENT

Au cours des deux dernières années, 89% des entreprises l'industrie francilienne ont cherché à recruter.

Pendant, la moitié d'entre elles a eu des difficultés à trouver les bons profils. Au cours des six prochains mois, 63 % des dirigeants envisagent de recruter du personnel. Il s'agira majoritairement de CDI (82 %) et/ou de stagiaires (57 %).

La recherche de compétences est surtout orientée vers les domaines techniques et/ou de management, ainsi que vers des postes de commerciaux. Afin de répondre aux besoins en compétences, les entreprises préfèrent se tourner vers un recrutement externe de profils expérimentés ou proposent une formation externe à leurs salariés. Les nouveaux profils, souvent des jeunes ayant terminé leur formation, ne font pas partie de leurs priorités. Néanmoins, les entreprises affirment avoir besoin de niveaux de qualifications élevés, à minima Bac +2, pour poursuivre leur développement.

Julien TUILLIER, Crocis

Méthodologie

Une enquête en ligne a été menée durant le mois de novembre 2015, auprès des adhérents de l'UIC Île-de-France et de 1 500 entreprises de la chimie basées en Ile-de-France, et a permis d'aboutir à ces résultats. L'objectif consistait à examiner les multiples enjeux de la filière et les leviers d'action possibles. Au total, près de 150 chefs d'entreprise ont répondu à l'enquête.

POUR EN SAVOIR PLUS

- UIC Ile-de-France – www.uic-idf.fr
- La compilation sociale des industries chimiques – édition 2016 – <http://compilationsociale.uic-idf.fr/>

CROCIS de la CCI Paris Ile-de-France - 27 avenue de Friedland - 75382 PARIS cedex 08
tél. : +33 (0) 1 55 65 82 00 - fax : +33 (0) 1 55 65 82 62 - e-mail : crocis@cci-paris-idf.fr
Retrouvez toutes nos publications sur www.crocis.cci-paris-idf.fr
Suivez nous sur Twitter @CROCIS_CCI_IDF

- Président : Alain BUAT
- Responsable : Isabelle SAVELLI-THIAULT
- Industrie - Démographie d'entreprises : Yves BURFIN
- Commerce - Enquêtes - Développement durable : Julien TUILLIER
- Conjoncture - Benchmark européen : Mickaël LE PRIOL
- Services : Bénédicte GUALBERT
- Veille économique : Marielle GUERARD, Théo HUTH
- PAO - Multimédia : Nathalie PAGNOUX
- Administration - Secrétariat : Isabelle BURGOT-LAMBERT

Directeur de la publication : Etienne GUYOT

Directeur de la rédaction : France MOROT-VIDELAINE

Rédacteur en chef : Isabelle SAVELLI-THIAULT

Maquette et mise en page : Nathalie PAGNOUX

Reproduction autorisée à la condition expresse de mentionner la source

Crédit photo : Africa Studio/Fotolia

Dépot légal : juin 2016

ISSN : 1266-3255



un observatoire de la